

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar le Duc
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer - CS70542
55013 Bar Le Duc Cedex

Bar Le Duc, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MSE BEAU REGARD

Immeuble Le Terra
250 rue Maryam Mirzakhani
34000 Montpellier

Références : SV/2026-103

Code AIOT : 0006209315

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement MSE BEAU REGARD implanté Rumont 55000 Rumont. L'inspection a été annoncée le 31/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de la poursuite de l'action régionale de 2025, concernant les mesures ERC mises en place sur les parcs éoliens suite à l'analyse des suivis environnementaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MSE BEAU REGARD

- Rumont 55000 Rumont
- Code AIOT : 0006209315
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ENGIE GREEN exploite le parc éolien MSE Beau Regard sur le territoire des communes de RUMONT et VAVINCOURT. Ce parc est tenu de respecter pour l'exploitation de son installation les prescriptions des arrêtés préfectoraux accordant permis de construire, PC 5544604F0001, PC 5544604F0002, PC 5517504F0001, PC 5554104F0002 et PC 5544609F0001 délivrés les 10 novembre 2004, 24 novembre 2005 et 24 juillet 2009 et de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Panneau d'information des risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Art. 2.2. - I.	Sans objet
2	Depobio	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Mesures ERC Parc renouvelé	AP Complémentaire du 09/01/2023, article 6	Sans objet
6	Protection des tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suivis environnementaux ne montrent pas d'impact significatif sur l'avifaune et les chiroptères. Une mesure de bridage en faveur des chiroptères a permis en 2021 de ne recenser aucun individu mort. Aussi, cette mesure de bridage sera actée par arrêté préfectoral en accord avec l'exploitant. L'identification des machines doit être conforme à l'identification déclarée dans OREOL, aussi

l'exploitant dispose d'un délai de 6 mois pour identifier ses 7 machines E1 à E7.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Art. 2.2. - I.
Thème(s) : Situation administrative, OREOL
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a bien déclaré les données techniques relatives à ses installations sur la plateforme OREOL. Le parc a été mis en service le 01/10/2006 avec une déclaration d'antériorité ICPE réalisée le 04/10/2012 pour les 7 aérogénérateurs et les deux postes de livraisons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Depobio

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration suivi mortalité
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental 2019 et 2021 ont été versées par l'exploitant dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, suivi mortalité biodiversité

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.

[...]

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté les deux suivis environnementaux réalisés sur le parc de MSE beau Regard à Rumont réalisés en 2019 et en 2021. Les deux suivis ont été réalisés suivants le protocole 2018 de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Le suivi de mortalité avifaune fait état d'un cadavre de faucon crécerelle retrouvé au pieds de l'éolienne 5 en 2019 et un cadavre en 2021. Cet impact est jugé accidentelle et ne nécessite pas de mesures ERC.

Le suivi de mortalité chiroptères de 2019 fait état de quatre cadavres retrouvés pour un total de 7 éoliennes.

Des mesures de bridages ont été mise en place en 2020 à la suite de l'analyse de l'activité des chiroptères en nacelle sur les éoliennes situées à moins de 200 m des boisements (**identifiées R80307, R80308, R80309**). Le suivi de mortalité de 2021 indique qu'aucun individu de chiroptères n'a été retrouvé mort au pieds des éoliennes. Il a été proposé à l'exploitant d'acter ce bridage pour les éoliennes à moins de 200 m des boisements par arrêté préfectoral complémentaire durant la période pendant laquelle le parc ne sera pas encore renouvelé.

L'exploitant n'a pas omis d'objection. Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens et reprend le bridage proposé dans le suivi de 2019. Celui-ci ne nécessite pas la consultation des membres du CODERST.

L'inspection a d'ailleurs constaté le jour de la visite la mise en place effective de ce bridage sur l'éolienne E4 pour l'année 2025 entre le 1er mai et le 30 septembre 2025.

Le suivi environnemental de 2019 prend en compte 7 machines identifiées E1 à E7. Le suivi environnemental de 2021 ne comporte que 6 machines identifiées R080XXX, l'éolienne E7 ne semble plus être prise en compte. Le jour de l'inspection la société ENGIE a informé l'inspection ne pas être propriétaire de l'éolienne E7. Cependant, celle-ci fait partie de l'acte d'autorisation initial, du permis de construire et du donner acte délivré le 4 octobre 2012.

De plus, en 2021, l'exploitant a déposé une demande de renouvellement confirmant clairement que 7 éoliennes sont exploitées (6 faisant l'objet d'un renouvellement plus une 7e conservée en l'état). L'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 pris à la suite de cette demande prend en compte ces 7 éoliennes.

Aucune demande de modification du parc éolien concernant cette 7e éolienne n'a été transmise au Préfet.

<p>Dans ces conditions, ENGIE est exploitant de 7 éoliennes. L'éolienne E7 devra être prise en compte dans le prochain suivi environnemental.</p> <p>L'inspection note par ailleurs que le suivi environnemental a mis en évidence une mortalité au pied de l'éolienne E7 et que celui ci conclut que <i>l'éolienne E7 est cependant possiblement impactante pour les chiroptères, puisqu'à proximité immédiate d'un boisement</i>. Même si le constat de mortalité sur cette éolienne est faible en 2019, il est regrettable que les préconisations de 2019 n'aient pas été prises en compte pour le suivi de 2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un projet d'arrêté est proposé à l'exploitant, il lui est demandé d'identifier les machines avec les identifiants E1 à E7 définis dans OREOL et de transmettre à l'inspection la correspondance pour les machines identifiés R80307, R80308, R80309 dans le suivi environnemental faisant l'objet de mesures de bridage pendant la procédure contradictoire.</p> <p>Il est rappelé à ENGIE qu'il exploite un parc éolien de 7 éoliennes et que ces suivis environnementaux doivent prendre en compte l'ensemble du parc éolien. Celui de 2021 n'ayant été réalisé que sur 6 éoliennes, il n'est pas recevable pour l'éolienne 7. Le dernier suivi environnemental recevable date de 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier suivi environnemental recevable pour les 7 éoliennes date de 2019 et démontre qu'il n'y a pas d'impact significatif. Le prochain suivi sera renouvelé avant 2029.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures ERC Parc renouvelé

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures ERC</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux

L'exploitant met en place l'ensemble des mesures de réduction et de compensation mentionnées dans son dossier de porter à connaissance et en particulier :

- un calendrier de travaux compatible avec le cycle biologique de l'avifaune (début de la réalisation des travaux hors de la période mi-avril à fin juin)
- un arrêt de toutes les machines de son parc du 20 juillet au 31 octobre du coucher au lever du soleil pour des températures supérieures à 10°C et pour une vitesse de vent inférieures à 6 m/sec, en faveur des chiroptères.
- un arrêt de toutes les machines de son parc en faveur du Milan royal sur le créneau horaire +1h à +5h après le levé du jour sur la période du 15 février au 15 mars.

Constats :

Les mesures de réduction et de compensation sont prescrites dans le cadre du renouvellement du parc. Le parc n'a pas encore été renouvelé depuis 2023.

L'exploitant dispose d'un délai maximal de 10 ans pour renouveler ses machines. Ces mesures ERC ne seront pas applicables et les suivis 2019 et 2021 montrent la nécessité de la mise en place d'un bridage chiroptère pour le parc dans sa configuration actuelle. Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en pièce jointe pour acter ce bridage dans l'attente du renouvellement du parc et l'application du bridage imposé au parc renouvelé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des riverains

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

L'inspection a vérifié par échantillonnage les machines E1, E4 et E7. La porte des aérogénérateurs était fermée à clef le jour de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Panneau d'information des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des riverains

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le

<p>numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié le respect des prescriptions par échantillonnage sur les machines E1, E4 et E7.</p> <p>Des panneaux sur lesquelles sont indiqués les consignes listées à l'article 14 étaient présents sur le chemin d'accès aux trois aérogénérateurs précitées.</p> <p>Cependant, les aérogénérateurs sont identifiés par leur numéro de série machine R80XXX et non par les identifiants (E1 à E7) indiqués dans l'arrêté d'autorisation et généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>L'exploitant a fait remarquer à l'inspection que l'affichage des numéros ne pourra être réaliser qu'en été, car il nécessite l'intervention de nacelle. Aussi l'exploitant a demandé un délai de 6 mois pour identifier les machines de E1 à E7.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu d'identifier ses machines par les numéros identiques à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2, soit E1 à E7.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>